

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Val-David

Code géographique : 78010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Lucien Ouellet, atteste la véracité du rapport financier

de Val-David pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-06-28

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la MUNICIPALITÉ DE VAL-DAVID, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Municipalité n'a pas comptabilisé, aux 31 décembre 2015 et 2014 à l'état de la situation financière, des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations devant être financées ou non par emprunts pour lesquels les travaux ont été réalisés.

Cette situation constitue une dérogation à la nouvelle norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité.

Par ailleurs, l'article 24.1 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), entré en vigueur le 14 juin 2013, énonce que la seule partie d'un transfert pluriannuel qui doit être comptabilisée dans l'année financière du gouvernement est celle qui est exigible et autorisée par l'Assemblée Nationale du Québec.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La comptabilisation par la Municipalité de ces paiements de transfert comme le prescrit la norme comptable entraînerait les ajustements suivants sur les états financiers de la Municipalité :

	Augmentation / (Diminution)	
	2015	2014
<u>État de la situation financière</u>	-----	-----
Débiteurs	2 019 880 \$	1 915 749 \$
Excédent accumulé		
- Excédent de fonctionnement non affecté	(23 488)\$	(5 978)\$
- Financement des investissements en cours	160 853 \$	1 252 113 \$
- Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	1 882 515 \$	669 614 \$
<u>État de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales</u>		
Transferts	(168 405)\$	(156 937)\$
Remboursement de la dette à long terme	(150 895)\$	(145 556)\$
Excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	(17 510)\$	(11 381)\$
<u>État de l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales</u>		
Transferts	246 380 \$	315 113 \$
Financement à long terme des activités d'investissement	(1 337 640)\$	- \$
Excédent d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	(1 091 260)\$	315 113 \$

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE VAL-DAVID au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE VAL-DAVID inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

Comptables professionnels agréés

LISE GUAY, CPA auditrice, CA
Sainte-Agathe-des-Monts

DATE 2016-07-04

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	6 763 746	6 843 508		6 843 508	6 594 321	
Compensations tenant lieu de taxes	2	32 800	45 524		45 524	44 637	
Quotes-parts	3						
Transferts	4	367 451	419 675		419 675	575 100	
Services rendus	5	450 687	569 595		569 595	498 704	
Imposition de droits	6	295 000	443 712		443 712	418 182	
Amendes et pénalités	7	32 000	37 790		37 790	33 044	
Intérêts	8	94 000	111 188		111 188	119 485	
Autres revenus	9	36 083	173 864		173 864	86 063	
	10	8 071 767	8 644 856		8 644 856	8 369 536	
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		390 015		390 015	361 884	
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15		5 972		5 972		
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		395 987		395 987	361 884	
	18	8 071 767	9 040 843		9 040 843	8 731 420	
Charges							
Administration générale	19	1 283 125	1 302 335	25 488	1 327 823	828 973	
Sécurité publique	20	1 116 160	1 105 897	29 656	1 135 553	1 178 040	
Transport	21	1 392 803	1 312 511	285 762	1 598 273	1 749 815	
Hygiène du milieu	22	1 400 399	1 370 282	468 115	1 838 397	1 900 016	
Santé et bien-être	23	12 500	11 093		11 093	183 976	
Aménagement, urbanisme et développement	24	407 290	379 700	11 920	391 620	358 302	
Loisirs et culture	25	1 350 307	1 362 312	99 526	1 461 838	1 335 811	
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	331 317	331 842		331 842	334 768	
Amortissement des immobilisations	28	854 801	920 467	(920 467)			
	29	8 148 702	8 096 439		8 096 439	7 869 701	
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(76 935)	944 404		944 404	861 719	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(76 935)	944 404	861 719
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	395 987 ) (	361 884)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(76 935)	548 417	499 835
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	854 801	920 467	863 512
Produit de cession	5		59 782	42 746
(Gain) perte sur cession	6		(44 575)	(1 340)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	854 801	935 674	904 918
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	6 150	18 606	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	787 662 ) (	787 827 ) (	749 690)
	18	(781 512)	(769 221)	(749 690)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	255 134 ) (	199 113)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		61 653	257 445
Excédent de fonctionnement affecté	21	153 116	153 116	154 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(149 470)	(142 489)	(113 577)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(10 782)	6 178
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	3 646	(193 636)	104 933
	26	76 935	(27 183)	260 161
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		521 234	759 996

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		395 987	361 884
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	6 707)	(26 945)
Sécurité publique	3 (	)	)	( 15 835)
Transport	4 (	)	2 701 571)	(748 903)
Hygiène du milieu	5 (	)	1 739 903)	(889 808)
Santé et bien-être	6 ())	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	15 903)	(3 765)
Loisirs et culture	8 (	)	250 455)	(155 575)
Réseau d'électricité	9 ())	()
	10 (	)	4 714 539)	(1 840 831)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ())	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ())	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		1 851 394	105 023
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		255 134	199 113
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		67 690	
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		318 871	323 325
	18		641 695	522 438
	19		(2 221 450)	(1 213 370)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(1 825 463)	(851 486)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	2 227 977	2 151 898	1 997 420
Charges sociales	2	519 940	446 580	401 514
Biens et services	3	3 372 460	3 344 004	3 284 033
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	312 454	300 843	311 950
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	18 863	30 999	22 818
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	575 552	608 896	565 627
Autres	10			
Autres organismes	11	261 125	285 429	410 648
Amortissement des immobilisations	12	854 801	920 467	863 512
Autres				
- Autres	13	5 530	7 323	12 179
-	14			
-	15			
	16	8 148 702	8 096 439	7 869 701

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Redressées note 20				
Revenus				
Taxes	1	6 763 746	6 843 508	6 594 321
Compensations tenant lieu de taxes	2	32 800	45 524	44 637
Quotes-parts	3			
Transferts	4	367 451	809 690	936 984
Services rendus	5	450 687	569 595	498 704
Imposition de droits	6	295 000	443 712	418 182
Amendes et pénalités	7	32 000	37 790	33 044
Intérêts	8	94 000	111 188	119 485
Autres revenus	9	36 083	179 836	86 063
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	8 071 767	9 040 843	8 731 420
Charges				
Administration générale	12	1 309 762	1 327 823	828 973
Sécurité publique	13	1 145 433	1 135 553	1 178 040
Transport	14	1 655 266	1 598 273	1 749 815
Hygiène du milieu	15	1 828 143	1 838 397	1 900 016
Santé et bien-être	16	12 500	11 093	183 976
Aménagement, urbanisme et développement	17	418 389	391 620	358 302
Loisirs et culture	18	1 447 892	1 461 838	1 335 811
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	331 317	331 842	334 768
	21	8 148 702	8 096 439	7 869 701
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(76 935)	944 404	861 719
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		13 192 037	12 305 090
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(171 993)	(146 765)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		13 020 044	12 158 325
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		13 964 448	13 020 044

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(76 935)	944 404	861 719
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	4 714 539 ) (	1 840 831)
Produit de cession	3		59 782	42 746
Amortissement	4	854 801	920 467	863 512
(Gain) perte sur cession	5		(44 575)	(1 340)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	854 801	(3 778 865)	(935 913)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(46 701)	(28 009)
Variation des autres actifs non financiers	10		190	(42 593)
	11		(46 511)	(70 602)
	12	777 866	(2 880 972)	(144 796)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	777 866	(2 880 972)	(144 796)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(10 893 745)	(10 602 184)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			(146 765)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(10 893 745)	(10 748 949)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(13 774 717)	(10 893 745)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 961 425	
Placements temporaires		
Débiteurs (note 5)	1 592 792	1 197 789
Prêts (note 6)		
Placements de portefeuille (note 7)		
Participations dans des entreprises municipales		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)		
Autres actifs financiers (note 9)		
	3 554 217	1 197 789
PASSIFS		
Découvert bancaire		132 890
Emprunts temporaires (note 10)	3 685 900	11 018
Créditeurs et charges à payer (note 11)	1 678 132	958 266
Revenus reportés (note 12)	135 224	232 993
Dette à long terme (note 13)	11 829 678	10 756 367
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)		
	17 328 934	12 091 534
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	(13 774 717)	(10 893 745)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	27 427 410	23 648 545
Propriétés destinées à la revente (note 16)	48 382	48 382
Stocks de fournitures	182 561	135 860
Autres actifs non financiers (note 17)	80 812	81 002
	27 739 165	23 913 789
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	13 964 448	13 020 044

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	944 404	861 719
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	920 467	863 512
Autres			
- Gain sur cession	3	(44 575)	(1 340)
-	4		
	5	1 820 296	1 723 891
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(395 003)	31 444
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	719 866	(302 454)
Revenus reportés	9	(97 769)	(123 080)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(46 701)	(28 009)
Autres actifs non financiers	13	190	(42 593)
	14	2 000 879	1 259 199
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(4 714 539)	(1 840 831)
Produit de cession	16	59 782	42 746
	17	(4 654 757)	(1 798 085)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	3 169 000	259 923
Remboursement de la dette à long terme	25	(2 086 827)	(904 590)
Variation nette des emprunts temporaires	26	3 674 882	11 018
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(8 862)	17 517
Autres			
-	28		
-	29		
	30	4 748 193	(616 132)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	2 094 315	(1 155 018)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	(132 890)	1 022 128
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	1 961 425	(132 890)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

C) Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la Municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif.

D) Passifs**Dettes à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective à compter de leur date de mise en service selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Travaux d'infrastructures	20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	8 et 10 ans
Véhicules lourds et machinerie lourde	15 ans
Mobilier et équipement	10 ans
Équipement informatique	4 ans

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande.

Les immobilisations en cours de construction ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilités ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
 - Financement des activités de fonctionnement :
 - pour les frais d'émission reportés relatifs à la dette à long terme en question : au fur et à mesure de l'amortissement des frais d'émission à l'état des résultats.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2015, la Municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3260 « Passif au titre des sites contaminés ». Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	328 763	338 591
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	463 496	291 684
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	616 575	290 691
Organismes municipaux	8	74 138	67 030
Autres			
- Entreprises, org. et individus	9	109 820	209 793
-	10		
	11	1 592 792	1 197 789
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	32 756	31 503
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	32 756	31 503
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	39 005	33 882
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____)	(_____)
	27	_____	_____
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30	107 383	103 547
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	14 353	13 893
	33	_____	_____
		121 736	117 440
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
La Municipalité dispose d'une marge de crédit de 1 000 000 \$ au 31 décembre 2015 et le tout porte intérêts au taux préférentiel. Au 31 décembre 2015, cet emprunt bancaire n'est pas utilisé.			
De plus, en attente de financement à long terme pour les règlements d'emprunt, la Municipalité dispose, au 31 décembre 2015, de marges de crédit spécifiques, dont les montants autorisés totalisent 5 215 000 \$. À cette date, les montants utilisés étaient de 3 685 900 \$, le tout porte intérêts au taux préférentiel.			
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	877 228	426 560
Salaires et avantages sociaux	38	361 044	326 304
Dépôts et retenues de garantie	39	321 114	122 749
Provision pour contestations d'évaluation	40	10 636	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Taxes de ventes	43	15 215	12 247
- Intérêts courus sur la DLT	44	50 748	35 747
- Autres courus et passifs	45	42 147	34 659
-	46		
-	47		
	48	_____	_____
		1 678 132	958 266
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50	74 928	56 196
Autres			
- Fonds de parcs et carrière	51	60 296	171 993
- CARRA et autres	52		4 804
	53	135 224	232 993

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	10,64	2016	2020	54	11 812 298	10 710 153
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,71	3,71	2019	2019	60	75 108	95 080
Autres					61		
					62	11 887 406	10 805 233
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(57 728)	(48 866)
					64	11 829 678	10 756 367

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>					<u>Total 2015</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2016	65	73	1 617 198	81	23 257	90	98	1 640 455
2017	66	74	6 417 400	82	23 257	91	99	6 440 657
2018	67	75	1 090 300	83	23 257	92	100	1 113 557
2019	68	76	299 400	84	10 511	93	101	309 911
2020	69	77	2 388 000	85		94	102	2 388 000
2021 et +	70	78		86		95	103	
	71	79	11 812 298	87	80 282	96	104	11 892 580
Intérêts et frais accessoires				88	(5 174)		105	(5 174)
	72	80	11 812 298	89	75 108	97	106	11 887 406

Note

		2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	(11 764 105)	(8 977 996)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	(1 849 759)	(689 792)
Autres	109	(160 853)	(1 225 957)
	110	(13 774 717)	(10 893 745)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	9 527 498	139	1 681 497	166		193	11 208 995
Eaux usées	112	9 732 346	140		167		194	9 732 346
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	6 573 785	141	2 401 257	168		195	8 975 042
Autres	114	723 002	142	100 220	169		196	823 222
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	3 928 861	144	82 605	171		198	4 011 466
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	1 965 707	146	300 850	173	252 375	200	2 014 182
Ameublement et équipement de bureau	119	441 376	147	4 650	174		201	446 026
Machinerie, outillage et équipement divers	120	2 431 035	148	23 592	175	7 751	202	2 446 876
Terrains	121	5 487 389	149	57 000	176		203	5 544 389
Autres	122	13 700	150		177		204	13 700
	123	<u>40 824 699</u>	151	<u>4 651 671</u>	178	<u>260 126</u>	205	<u>45 216 244</u>
Immobilisations en cours	124	<u>137 008</u>	152	<u>62 868</u>	179		206	<u>199 876</u>
	125	<u>40 961 707</u>	153	<u>4 714 539</u>	180	<u>260 126</u>	207	<u>45 416 120</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	2 672 412	154	216 750	181		208	2 889 162
Eaux usées	127	5 890 834	155	221 684	182		209	6 112 518
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	3 740 596	156	137 838	183		210	3 878 434
Autres	129	559 121	157	25 149	184		211	584 270
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	1 089 812	159	98 550	186		213	1 188 362
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	1 072 274	161	99 602	188	241 237	215	930 639
Ameublement et équipement de bureau	134	355 888	162	21 767	189		216	377 655
Machinerie, outillage et équipement divers	135	1 918 525	163	99 127	190	3 682	217	2 013 970
Autres	136	13 700	164		191		218	13 700
	137	<u>17 313 162</u>	165	<u>920 467</u>	192	<u>244 919</u>	219	<u>17 988 710</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>23 648 545</u>					220	<u>27 427 410</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221	138 210	224		226		228	138 210
Amortissement cumulé	222	(3 839)	225	(9 214)	227	()	229	(13 053)
Valeur comptable nette	223	<u>134 371</u>					230	<u>125 157</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233	48 382	48 382
	234	48 382	48 382
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	48 382	48 382

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	80 812	81 002
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	80 812	81 002

Note**18. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 482 825 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2016	-	369 734 \$
2017	-	108 833 \$
2018	-	1 858 \$
2019	-	1 200 \$
2020	-	1 200 \$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

Les autres dettes à long terme sont garanties par du matériel roulant d'une valeur nette comptable de 125 157 \$.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

La Municipalité fait actuellement l'objet de poursuites de la part d'anciens employés. De l'avis de la direction, il est présentement impossible de prévoir le dénouement de ces poursuites et les montants que la Municipalité pourrait être appelée à verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Pour tenir compte de directives reçues du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et pour se conformer aux normes comptables pour le secteur public, la comptabilisation et la présentation de certains revenus et fonds réservés ont été corrigées. Ainsi, les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ont été retraités. En conséquence de ce retraitement, les postes décrits ci-après, aux états financiers au 31 décembre 2014 ont été augmentés (diminués) des montants suivants :

État consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014

Revenus reportés	171 993 \$
Excédent accumulé	
- Fonds réservé	(171 993)\$

État consolidé des résultats au 31 décembre 2014

Autres revenus	(4 892)\$
Imposition de droits	(20 336)\$
Excédent (déficit) de l'exercice	(25 228)\$
Excédent accumulé au 1er janvier 2014	(146 765)\$
Excédent accumulé au 31 décembre 2014	(171 993)\$

État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) au 31 décembre 2014

Actifs financiers nets (dette nette) au 1er janvier 2014	(146 765)\$
Excédent (déficit) de l'exercice	(25 228)\$
Actifs financiers nets (dette nette) au 31 décembre 2014	(171 993)\$

État consolidé de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice terminé le 31 décembre 2014

Autres revenus	(4 892)\$
Imposition de droits	(20 336)\$
Affectations - Activités d'investissement	22 074 \$
Affectations - Réserves financières et fonds réservé	(47 302)\$
Excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	- \$

État consolidé de l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales de l'exercice terminé le 31 décembre 2014

Affectations - Activités de fonctionnement	22 074 \$
Affectations - Réserves financières et fonds réservé	(22 074)\$
Excédent d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	- \$

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

22. Instruments financiers

S.O.

		2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	241	1 961 425	
Découvert bancaire	242	()	(132 890)
Placements temporaires	243		
<i>Ajouter</i>			
-	244		
-	245		
-	246		
-	247		
<i>Déduire</i>			
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
-	253	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	254	1 961 425	(132 890)
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice			
	255	1 299 000	154 900

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dettes à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	292
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	()	()
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

26. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

27. Événements postérieurs à la date des états financiers

La Municipalité a donné son accord à la création et à son adhésion en vertu d'une entente intermunicipale approuvée par le MAMOT le 30 mars 2016, à la Régie incendie des Monts. Cette dernière assurera le service de protection contre les incendies des municipalités adhérentes.

La Régie incendie des Monts est un organisme sous le contrôle partagé des municipalités adhérentes en vertu d'un partenariat de type non commercial. Ainsi, la Municipalité comptabilisera dans ses états financiers consolidés, à compter de la date de son adhésion, sa quote-part des actifs, passifs, revenus et dépenses relative à ce partenariat.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 759 199	1 565 688
Excédent de fonctionnement affecté	248 380	203 116
Réserves financières et fonds réservés	47 186	208 397
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	()	()
Financement des investissements en cours	(3 704 711)	(1 864 077)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	15 614 394	12 906 920
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	()	()
	13 964 448	13 020 044
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	1 759 199	1 565 688
Organismes contrôlés		
	1 759 199	1 565 688
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Exercice subséquent	198 380	153 116
- Fonds d'indemnisation sablière	50 000	50 000
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
	248 380	203 116
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-		
-		
-		
	248 380	203 116
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-		
-		
-		
-		
-		
Fonds réservés		
Fonds de roulement	304	176 686
Fonds parcs et terrains de jeux		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques		
Société québécoise d'assainissement des eaux		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	43 882	28 711
Financement des activités de fonctionnement		
Fonds local d'investissement		
Fonds local de solidarité		
Autres		
- Stationnement	3 000	3 000
-		
-		
-		
	47 186	208 397
	47 186	208 397

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres		
- Financement des act. de fonct.	59 (26 007) ()	(15 226)
-	60 () ()	()
	61 (26 007) ()	(15 226)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 (26 007) ()	15 226)
	64 () ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 7 670	111 315
Investissements à financer	66 (3 712 381) ()	1 975 392)
	67 (3 704 711)	(1 864 077)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 27 427 410	23 648 545
Propriétés destinées à la revente	69 48 382	48 382
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 27 475 792	23 696 927
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 11 829 678	10 756 367
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 57 728	48 866
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (32 756) ()	31 503)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 (26 007) ()	15 226)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	()
	79 11 828 643	10 758 504
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 32 755	31 503
	81 11 861 398	10 790 007
	82 15 614 394	12 906 920

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	33	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	34 ()	()
Rendement espéré des actifs	35	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	36	
Charge de l'exercice	37	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 _____	57 _____	58 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime de retraite des employés.

La Municipalité a un régime à cotisations déterminées garantissant le paiement d'avantages complémentaires de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi à tous ses salariés.

La politique de capitalisation de la Municipalité consiste à verser au régime des cotisations annuelles dont les montants sont équivalents aux montants versés par les employés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	<u>107 383</u>	<u>103 547</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
95 Non

	2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	5	5

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2015	2014
Cotisations des élus au RREM 97	2 946	2 905
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	9 928	9 793
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	4 425	4 100
100	14 353	13 893

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	11 887 406
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	3 712 381
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	32 756
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	1 849 759
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	7 670
Autres		
- Rev. futurs - DLT non financée	12	160 853
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	13 548 749
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	13 548 749
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	290 615
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	13 839 364
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	13 839 364
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 039 883	4 052 200	3 825 201
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	899 194	916 968	911 069
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	122 938	123 713	122 041
Activités de fonctionnement	6	302 125	305 989	303 760
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	5 364 140	5 398 870	5 162 071
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	421 272	431 221	424 556
Égout	11	241 532	246 219	244 402
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	736 802	745 862	740 203
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		21 336	23 089
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 399 606	1 444 638	1 432 250
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 399 606	1 444 638	1 432 250
	26	6 763 746	6 843 508	6 594 321

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32	9 000	8 849
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	21 500	34 249
	35	30 500	43 098
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	30 500	43 098
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	2 300	2 426
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	2 300	2 426
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	32 800	45 524
			44 637

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52	1 733	
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	30 000	10 000
Enlèvement de la neige	58	7 400	7 550
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	138 554	138 554
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70	45 497	45 497
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	40 000	44 235
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		16 818
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		172 500
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	1 462	1 547
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88	6 000	
Réseau d'électricité	89		
	90	231 451	436 701

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	390 015	361 884
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	390 015	361 884

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	136 000	143 870	138 399
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	136 000	143 870	138 399
TOTAL DES TRANSFERTS	139	367 451	809 690	936 984

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144	60 000	59 386
Sécurité incendie	145	2 500	10 633
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	62 500	70 019
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	155		
Traitement des eaux usées	156	390	395
Réseaux d'égout	157		
	158	2 600	2 617
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159	642	642
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	3 632	3 654
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	66 132	73 673
			74 192

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	3 500	3 925	4 046
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	24 000	24 748	18 314
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	10 400	10 212	9 021
Loisirs et culture	193	346 655	457 037	393 131
Réseau d'électricité	194			
	195	384 555	495 922	424 512
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	450 687	569 595	498 704
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	44 000	45 105	47 566
Droits de mutation immobilière	198	250 000	290 349	367 028
Droits sur les carrières et sablières	199	1 000	108 258	3 588
Autres	200			
	201	295 000	443 712	418 182
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	32 000	37 790	33 044
INTÉRÊTS	203	94 000	111 188	119 485
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		44 575	1 340
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209	16 583		14 050
Autres contributions	210			
Autres	211	19 500	135 261	70 673
	212	36 083	179 836	86 063

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	330 635	280 512		280 512	332 859
Application de la loi	2	13 250	13 271		13 271	7 379
Gestion financière et administrative	3	683 814	696 297	25 488	721 785	251 453
Greffe	4	103 625	132 587		132 587	74 861
Évaluation	5	82 826	83 128		83 128	90 035
Gestion du personnel	6	34 350	62 743		62 743	36 163
Autres	7	34 625	33 797		33 797	36 223
	8	1 283 125	1 302 335	25 488	1 327 823	828 973
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	805 400	801 651		801 651	875 654
Sécurité incendie	10	284 480	287 618	28 396	316 014	273 849
Sécurité civile	11	4 230	1 285	1 260	2 545	8 046
Autres	12	22 050	15 343		15 343	20 491
	13	1 116 160	1 105 897	29 656	1 135 553	1 178 040
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	500 975	570 577	201 308	771 885	823 985
Enlèvement de la neige	15	710 175	566 006	49 667	615 673	701 068
Éclairage des rues	16	52 725	57 136		57 136	49 133
Circulation et stationnement	17	31 575	20 217		20 217	42 596
Transport collectif						
Transport en commun	18	26 128	26 269		26 269	26 732
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	71 225	72 306	34 787	107 093	106 301
	22	1 392 803	1 312 511	285 762	1 598 273	1 749 815

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	<u>Budget 2015</u>		<u>Réalisations 2015</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2014</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	169 125	181 452	37 835	219 287	148 730
Réseau de distribution de l'eau potable	24	240 275	245 235	190 190	435 425	490 485
Traitement des eaux usées	25	79 875	81 652	88 175	169 827	162 380
Réseaux d'égout	26	155 275	146 261	149 482	295 743	298 230
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	212 183	197 084	2 433	199 517	202 302
Élimination	28	252 338	262 513		262 513	234 038
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	160 067	148 677		148 677	152 614
Tri et conditionnement	30	9 987	10 120		10 120	9 792
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36	48 617	35 206		35 206	129 282
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	72 657	62 082		62 082	72 163
Autres	39					
	40	1 400 399	1 370 282	468 115	1 838 397	1 900 016
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	12 500	11 093		11 093	183 976
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	12 500	11 093		11 093	183 976
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	282 250	278 808	4 638	283 446	251 080
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49	125 040	100 892	7 282	108 174	107 222
Autres	50					
Autres	51					
	52	407 290	379 700	11 920	391 620	358 302

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	84 985	92 200	32 327	124 527	105 819
Patinoires intérieures et extérieures	54	39 255	33 137	352	33 489	38 182
Piscines, plages et ports de plaisance	55	75				
Parcs et terrains de jeux	56	150 010	145 864	50 833	196 697	159 944
Parcs régionaux	57	316 750	315 326	5 658	320 984	320 721
Expositions et foires	58	56 400	56 184		56 184	49 386
Autres	59	259 575	232 646	420	233 066	245 871
	60	907 050	875 357	89 590	964 947	919 923
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	3 520	274		274	5 196
Bibliothèques	62	183 322	193 176	9 055	202 231	172 591
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	109 540	123 669		123 669	114 206
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	146 875	169 836	881	170 717	123 895
	66	443 257	486 955	9 936	496 891	415 888
	67	1 350 307	1 362 312	99 526	1 461 838	1 335 811
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	305 752	304 006		304 006	314 332
Autres frais	70	25 565	27 836		27 836	20 436
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72					
	73	331 317	331 842		331 842	334 768
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74	854 801	920 467	(920 467)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la MUNICIPALITÉ DE VAL-DAVID (ci-après « la Municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la Municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Comptables professionnels agréés

LISE GUAY, CPA auditrice, CA
Sainte-Agathe-des-Monts

DATE 2016-07-04

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		6 853 071
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<u> </u>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8	9 563	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>	10 <u>9 563</u>
Revenus de taxes	11		<u>6 843 508</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	6 843 508
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	9 563
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>6 853 071</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	125 958		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	21 336		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>147 294</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>6 705 777</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>632 284 500</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>635 023 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>633 653 850</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>6 705 777</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>633 653 850</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	| 1 | , | 0 | 5 | 8 | 3 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Budget 2015	Réalizations 2015	Réalizations 2014
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	1 744 365	846 233
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		137 008
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 401 256	304 828
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	100 220	
Autres infrastructures	11		4 080
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	2 057	
Édifices communautaires et récréatifs	14	80 548	78 879
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	300 851	345 314
Ameublement et équipement de bureau	18	4 650	25 111
Machinerie, outillage et équipement divers	19	23 592	77 304
Terrains	20	57 000	22 074
Autres	21		
	22	4 714 539	1 840 831

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	1 744 365	846 233
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		137 008
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	2 501 476	308 908
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	468 698	548 682
	34	4 714 539	1 840 831

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	10 710 153	1 870 000	767 855	11 812 298
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	95 080		19 972	75 108
Autres	6				
	7	10 805 233	1 870 000	787 827	11 887 406
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	1 554 571	532 360	128 879	1 958 052
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	8 554 892		508 053	8 046 839
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	10 109 463	532 360	636 932	10 004 891
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	31 503	1 253		32 756
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	31 503	1 253		32 756
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	31 503	1 253		32 756
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	664 267	1 336 387	150 895	1 849 759
Autres	23				
	24				
	25	695 770	1 337 640	150 895	1 882 515
	26	10 805 233	1 870 000	787 827	11 887 406
Dettes en cours de refinancement					
Reclassement / Redressement	27	()			()
	28				
	29	10 805 233	1 870 000	787 827	11 887 406

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1	11 000	12 444	8 468
Évaluation	2	82 826	83 128	90 035
Autres	3	127 219	127 708	129 437
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	9 237	9 271	9 696
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	26 128	26 269	26 732
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	269 542	279 877	252 741
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	20 420	20 494	22 117
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	7 000	27 545	5 139
Activités culturelles	23	22 180	22 160	21 262
Réseau d'électricité				
	24			
	25	575 552	608 896	565 627

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	7,33	35,00	515 695	110 131	625 826
Professionnels	2					
Cols blancs	3	14,26	35,00	610 557	132 365	742 922
Cols bleus	4	15,38	40,00	745 420	172 786	918 206
Policiers	5					
Pompiers	6	2,86	40,00	148 691	12 561	161 252
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	39,83		2 020 363	427 843	2 448 206
Élus	9	7,00		131 535	18 737	150 272
	10	46,83		2 151 898	446 580	2 598 478

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	138 554		390 015		528 569
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	45 497				45 497
Autres	16	234 162		1 462		235 624
	17	418 213		391 477		809 690

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	13 271	27		53	13 271	79		105	13 271	131
Évaluation	2	83 128	28		54	83 128	80		106	83 128	132
Autres	3	1 205 936	29	25 488	55	1 231 424	81	3 925	107	1 227 499	133
	4	1 302 335	30	25 488	56	1 327 823	82	3 925	108	1 323 898	134
Sécurité publique											
Police	5	801 651	31		57	801 651	83	59 386	109	742 265	135
Sécurité incendie	6	287 618	32	28 396	58	316 014	84	10 633	110	305 381	136
Sécurité civile	7	1 285	33	1 260	59	2 545	85		111	2 545	137
Autres	8	15 343	34		60	15 343	86		112	15 343	138
	9	1 105 897	35	29 656	61	1 135 553	87	70 019	113	1 065 534	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	570 577	36	201 308	62	771 885	88		114	771 885	140
Enlèvement de la neige	11	566 006	37	49 667	63	615 673	89		115	615 673	141
Autres	12	77 353	38		64	77 353	90		116	77 353	142
Transport collectif	13	26 269	39		65	26 269	91		117	26 269	143
Autres	14	72 306	40	34 787	66	107 093	92		118	107 093	144
	15	1 312 511	41	285 762	67	1 598 273	93		119	1 598 273	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	181 452	42	37 835	68	219 287	94		120	219 287	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	245 235	43	190 190	69	435 425	95	12 391	121	423 034	147
Traitement des eaux usées	18	81 652	44	88 175	70	169 827	96		122	169 827	148
Réseaux d'égout	19	146 261	45	149 482	71	295 743	97	8 619	123	287 124	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	459 597	46	2 433	72	462 030	98	3 696	124	458 334	150
Matières recyclables	21	158 797	47		73	158 797	99	3 696	125	155 101	151
Autres	22	35 206	48		74	35 206	100		126	35 206	152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	62 082	50		76	62 082	102		128	62 082	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	1 370 282	52	468 115	78	1 838 397	104	28 402	130	1 809 995	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	11 093	172		187	11 093	202		217	11 093	232	12 166
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159		174		189		204		219		234	
	160	11 093	175		190	11 093	205		220	11 093	235	12 166
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	278 808	176	4 638	191	283 446	206		221	283 446	236	
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237	
Promotion et développement économique	163	100 892	178	7 282	193	108 174	208	10 212	223	97 962	238	1 435
Autres	164		179		194		209		224		239	
	165	379 700	180	11 920	195	391 620	210	10 212	225	381 408	240	1 435
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	875 357	181	89 590	196	964 947	211	449 662	226	515 285	241	115 439
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	193 176	182	9 055	197	202 231	212	3 715	227	198 516	242	
Autres	168	293 779	183	881	198	294 660	213	3 660	228	291 000	243	3 317
	169	1 362 312	184	99 526	199	1 461 838	214	457 037	229	1 004 801	244	118 756
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	6 844 130	186	920 467	201	7 764 597	216	569 595	231	7 195 002	246	331 842

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 704 435	1 840 831
Frais de financement	4	10 104	
Autres	5		
	6	4 714 539	1 840 831

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 565 688	1 416 253
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 565 688	1 416 253
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	521 234	759 996
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(61 653)	(257 445)
Activités d'investissement	6	(67 690)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	(198 380)	(153 116)
Réserves financières et fonds réservés	8		(200 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	193 511	149 435
Solde à la fin de l'exercice	12	1 759 199	1 565 688
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	203 116	204 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	203 116	204 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(153 116)	(154 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	198 380	153 116
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	45 264	(884)
Solde à la fin de l'exercice	22	248 380	203 116
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	380 390	364 910
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(171 993)	(146 765)
Solde redressé au début de l'exercice	25	208 397	218 145
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	142 489	113 577
Activités d'investissement	27	(318 871)	(323 325)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		200 000
Financement des investissements en cours	29	15 171	
	30	(161 211)	(9 748)
Solde à la fin de l'exercice	31	47 186	208 397

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015		2014	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir				
Solde au début de l'exercice	32	( )	(	(21 404)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33			
Solde redressé au début de l'exercice	34	( )	(	(21 404)
Augmentation de l'exercice				
Avantages sociaux futurs				
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007				
Régimes capitalisés	35	()	(()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007				
Régimes capitalisés				
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	(()
Autres	37	()	(()
Régimes non capitalisés	38	()	(()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites				
d'enfouissement	39	()	(()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40	()	(()
Mesures transitoires relatives à la TVQ				
Utilisation du fonds général	41	()	(()
Utilisation du fonds de roulement	42	()	(()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43	()	(()
Autres	44	(18 606)	(()
	45	(18 606)	(()
Financement à long terme des activités de fonctionnement				
Mesure transitoire relative à la TVQ	46	()	(()
Autre financement	47	18 606	(	15 226
	48	( )	(	15 226
Diminution de l'exercice				
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49	(7 825)	(	(6 178)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50	7 825		
	51			(6 178)
Solde à la fin de l'exercice				
	52	()	(()
Financement des investissements en cours				
Solde au début de l'exercice	53	(1 864 077)	(	(1 012 591)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54			
Solde redressé au début de l'exercice	55	(1 864 077)	(	(1 012 591)
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56	(1 825 463)	(	(851 486)
Virements				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57			
Excédent de fonctionnement affecté	58			
Réserves financières et fonds réservés	59	(15 171)		
	60	(1 840 634)	(	(851 486)
Solde à la fin de l'exercice				
	61	(3 704 711)	(	(1 864 077)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs				
Solde au début de l'exercice	62	12 906 920	(	11 311 116
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63			
Solde redressé au début de l'exercice	64	12 906 920	(	11 311 116
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Affectations et virements				
Activités de fonctionnement	65			
Excédent de fonctionnement affecté	66			
Variation résiduelle de l'exercice	67	2 707 474	(	1 595 804
Solde à la fin de l'exercice				
	68	15 614 394	(	12 906 920

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>860 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>860 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>860 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 28 711	2	3	4	5 (15 171)	6	7 43 882
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15 28 711	16	17	18	19 (15 171)	20	21 43 882

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 0 □ 9 □ 6 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 6 □ 4 □ 3 □ 8 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 0 , □ 8 □ 2 □ 9 □ 7 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 0 , □ 9 □ 7 □ 2 □ 3 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 2 □ 1 □ 9 □ 2 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 0 □ 9 □ 6 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 1 □ 4 □ 4 □ 2 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	|1|3|5| , |0|0|	\$
Égout	2	|1|2|7| , |0|0|	\$
Eau et égout	3	| | | | , | | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | |	\$
Matières résiduelles	5	|2|1|4| , |0|0|	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Spéciale aqueduc	,0214	1	
Spéciale égout	,0144	1	
Rue Continental	641,5800	4	
Domaine Chanteclair	,0029	2	
Domaine Chanteclair	161,7953	4	
Domaine Ermitage	230,4600	4	
Mont-Plante bassin 1	,0836	2	
Mont-Plante bassin 2	,0148	2	
Domaine Air-Pur	,0920	1	
Tarif incendie	40,0000	4	
Sécurité incendie	9,8609	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	3 000	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 2579, rue de l'Église
(no) (rue)
Val-David J0T 2N0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 324-5678
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 322-6327
(ind. rég.) (numéro)

Courriel tresorerie@val-david.com

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Lucien Ouellet

Téléphone (819) 324-5678
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 322-6327
(ind. rég.) (numéro)

Courriel tresorerie@val-david.com

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 124, rue Saint-Vincent
(no) (rue)
Sainte-Agathe-des-Monts J8C 2B1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 326-3400
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 326-8839
(ind. rég.) (numéro)

Courriel lguay@amyotgelinas.com

Responsable du dossier Lise Guay, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Lucien Ouellet , atteste que le rapport financier de Val-David pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-07-12 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Val-David .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Val-David consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Val-David détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 944 404 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,0583 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-07-05 15:11:11

Date de transmission au Ministère : 2016/07/13

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Val-David

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	8 071 767	8 644 856	8 369 536
Investissement	2		395 987	361 884
	3	8 071 767	9 040 843	8 731 420
Charges	4	8 148 702	8 096 439	7 869 701
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(76 935)	944 404	861 719
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	395 987 ) (	361 884)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(76 935)	548 417	499 835
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	854 801	920 467	863 512
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	6 150	18 606	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	787 662 ) (	787 827 ) (	749 690)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	255 134 ) (	199 113)
Excédent (déficit) accumulé	12	3 646	61 498	304 046
Autres éléments de conciliation	13		15 207	41 406
	14	76 935	(27 183)	260 161
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		521 234	759 996

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Actifs financiers			
Débiteurs	1	1 592 792	1 197 789
Autres	2	1 961 425	
	3	3 554 217	1 197 789
Passifs			
Dette à long terme	4	11 829 678	10 756 367
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	5 499 256	1 335 167
	7	17 328 934	12 091 534
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(13 774 717)	(10 893 745)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	27 427 410	23 648 545
Autres	10	311 755	265 244
	11	27 739 165	23 913 789
Excédent (déficit) accumulé	12	13 964 448	13 020 044

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	1 759 199	1 565 688
Excédent de fonctionnement affecté			
- Exercice subséquent	14	198 380	153 116
- Fonds d'indemnisation sablière	15	50 000	50 000
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	248 380	203 116
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	47 186	208 397
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 ()	(
Financement des investissements en cours	27	(3 704 711)	(1 864 077)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	15 614 394	12 906 920
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	13 964 448	13 020 044

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	6 763 746	6 843 508	6 594 321
Compensations tenant lieu de taxes	2	32 800	45 524	44 637
Quotes-parts	3			
Transferts	4	367 451	419 675	575 100
Services rendus	5	450 687	569 595	498 704
Autres	6	457 083	766 554	656 774
	7	8 071 767	8 644 856	8 369 536
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10		390 015	361 884
Autres	11		5 972	
	12		395 987	361 884
	13	8 071 767	9 040 843	8 731 420

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale							
Évaluation	1	82 826	83 128		83 128	90 035	
Autres	2	1 200 299	1 219 207	25 488	1 244 695	738 938	
Sécurité publique							
Police	3	805 400	801 651		801 651	875 654	
Sécurité incendie	4	284 480	287 618	28 396	316 014	273 849	
Autres	5	26 280	16 628	1 260	17 888	28 537	
Transport							
Réseau routier	6	1 295 450	1 213 936	250 975	1 464 911	1 616 782	
Transport collectif	7	26 128	26 269		26 269	26 732	
Autres	8	71 225	72 306	34 787	107 093	106 301	
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	644 550	654 600	465 682	1 120 282	1 099 825	
Matières résiduelles	10	683 192	653 600	2 433	656 033	728 028	
Autres	11	72 657	62 082		62 082	72 163	
Santé et bien-être	12	12 500	11 093		11 093	183 976	
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	282 250	278 808	4 638	283 446	251 080	
Promotion et développement économique	14	125 040	100 892	7 282	108 174	107 222	
Autres	15						
Loisirs et culture	16	1 350 307	1 362 312	99 526	1 461 838	1 335 811	
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	331 317	331 842		331 842	334 768	
Amortissement des immobilisations	19	854 801	920 467	(920 467)			
	20	8 148 702	8 096 439		8 096 439	7 869 701	

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3